

CLAUDE COCHONNEAU, PRÉSIDENT DE L'APCA

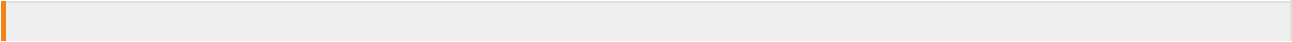
[Interview] « Défendre les orientations qui sécuriseront les exploitations »

© 09/01/2017 |  Arnaud Carpon •  TERRE-NET MÉDIA

Successeur de Guy Vasseur depuis fin novembre 2016 à la tête des Chambres d'agriculture, Claude Cochonneau juge le bilan de Stéphane Le Foll « mitigé ». Pour les deux ans qui viennent, sa feuille de route centrée sur la recherche de résilience des exploitations agricoles sera ponctuée de deux grandes échéances : la Présidentielle 2017 et la négociation de la réforme de la Pac.

Terre-net : Vous avez été élu fin novembre 2016 à la présidence de l'APCA, quelle est votre feuille de route pour les deux prochaines années, jusqu'aux prochaines élections des Chambres d'agriculture ?

Claude Cochonneau : Pour les Chambres d'agriculture, la feuille de route ne change pas. Nous allons continuer à étudier sur le terrain les systèmes d'exploitation et leur résistance à supporter les crises économiques et les aléas. C'est un chantier d'autant plus important que 2016 a malheureusement été une année révélatrice de la fragilité de nos exploitations. Après une année passée aussi difficile, on est encore plus convaincu que c'est un axe de travail majeur pour les Chambres d'agriculture.





Claude Cochonneau, nouveau président de l'APCA.

Dans les fermes de notre réseau, on doit étudier les effets de la crise pour voir quelles sont celles qui sont les plus résilientes. Ce travail doit nous permettre d'adapter notre conseil auprès des agriculteurs, particulièrement auprès des jeunes qui souhaitent s'installer.

Le deuxième chantier important est le travail sur la prochaine réforme de la Pac. Nous étudions différents scénarios d'évolution de la Pac et nous ferons un travail de lobbying pour défendre les orientations qui sécuriseront le plus les exploitations.

Terre-net : L'APCA a-t-elle vocation à avoir un rôle dans le cadre de la campagne pour la Présidentielle 2017 ? Et si oui, quel sera-t-il ?

Claude Cochonneau : On rencontre les candidats au titre des Chambres d'agriculture. Nous organiserons aussi, en tant que membre du Conseil de l'agriculture française, une audition prévue fin mars à Brest (ndlr, en marge du congrès de la FNSEA). Nous leur exposerons les priorités sur les réformes à

mener pour améliorer le quotidien des agriculteurs. Il y a beaucoup de règles franco-françaises fiscales, sociales ou environnementales, qui à nos yeux sont souvent des contraintes supplémentaires pour les producteurs français. C'est bien du ressort des politiques d'assouplir les règles. Mais, ceci dit, avant cela, je leur suggère de parler un peu plus d'agriculture.

Terre-net : Quel bilan dressez-vous de l'action de Stéphane Le Foll au ministère de l'agriculture ?

Claude Cochonneau : C'est un bilan mitigé. Au début de son exercice, il m'a semblé qu'il avait, avec son parcours de député européen, une assez bonne vision de l'agriculture. Après, je pense que, de manière générale, il n'a pas eu toutes les latitudes nécessaires pour faire ce qu'il voulait.

“ *Le monologue de Stéphane Le Foll sur l'agro-écologie est décalé par rapport à la situation des agriculteurs. Et dire que c'est la solution à leurs problèmes est une erreur.* ”

Et en fin de mandat, son monologue sur l'agro-écologie nous paraît décalé par rapport à la situation. Bien sûr, le développement de l'agro-écologie est important. Mais à l'entendre, on a l'impression que cette voie va résoudre tous les problèmes de l'agriculture. Mais c'est une erreur. Cela ne doit pas nous faire oublier que nous sommes dans une économie mondialisée et que les productions agricoles sont souvent une monnaie d'échange contre d'autres produits. Soulignons, pour être objectif, qu'il est tombé dans une période de crise économique lourde, qui n'est pas de sa responsabilité.

Terre-net : Plusieurs spécialistes des questions économiques agricoles estiment que la France manque de vision stratégique pour son agriculture. Partagez-vous ce point de vue ?

Claude Cochonneau : Je partage complètement ce point de vue. Le plus grave est que la France ne pèse pas suffisamment dans le débat européen. Le fait que les grands pays agricoles manquent de vision se traduit par un manque d'ambition au niveau européen. L'Europe a des atouts incontestables, notamment des conditions pédoclimatiques propices au développement d'une agriculture productive. C'est une faute grave de l'Europe de ne pas avoir de vision stratégique. Ce qu'on demande aux candidats à la Présidentielle 2017, c'est de rebâtir cette ambition européenne. Il n'y aura pas d'ambition dans l'UE tant qu'un grand pays agricole comme la France ne la défend pas.

Terre-net : Les premiers échanges sur la prochaine réforme de la Pac vous laissent-ils penser qu'il est possible de retrouver cette ambition européenne ?

Claude Cochonneau : Je l'espère, mais nous sommes inquiets. Nous faisons du lobbying avec nos partenaires européens pour parvenir à définir une ligne directrice commune avec les 27 autres Etats membres. Mais il y aura la question budgétaire qui compliquera la tâche.

Terre-net : Certaines Chambres départementales d'agriculture ont d'importantes difficultés financières. En témoigne celle de la Vienne qui a annoncé en décembre 2016 le licenciement de plus de 10 % de ses effectifs. Combien sont-elles ?

Claude Cochonneau : Aujourd'hui, une dizaine de Chambres départementales ont des difficultés. Mais la situation n'est pas dramatique. Pour résoudre ces problèmes financiers, les Chambres doivent s'engager un peu plus dans le développement de nouveaux services aux collectivités ou de la facturation de services spécifiques aux agriculteurs. Nous devons être capables de répondre aux demandes de plus en plus pointues des agriculteurs, sans quoi ces derniers iront chercher le conseil ailleurs. Nous avons aussi tout intérêt à nous engager dans la régionalisation pour optimiser les moyens des Chambres et gagner en performance.